COMPETENCES LINGUISTIQUES ET PRATIQUES DE TRADUCTION DU LEXIQUE BANCAIRE DANS LE SECTEUR DE LA MICROFINANCE AU NORD DE LA COTE D'IVOIRE : LE CAS DU « SENAR » ET DU « DIOULA » A KORHOGO ET M'BENGUE

Kolo SILUE
Enseignant-Chercheur, Sociolinguistique et Alphabétisation
Université Alassane Ouattara, Bouaké

RESUME :

Le développement du secteur de la microfinance dans le nord de la Côte d'Ivoire contribue à l'inclusion financière, mais pose des défis de communication liés à la diversité linguistique. Le français, langue institutionnelle, coexiste notamment avec le sénar et le dioula, utilisés dans des interactions avec les usagers. Cet article analyse les compétences linguistiques des agents de microfinance et leurs pratiques de traduction du lexique bancaire français vers ces langues locales. Il examine les stratégies mobilisées pour expliquer des notions telles que l'épargne, le crédit, le taux d'intérêt, le remboursement, le dépôt et les garanties. Fondé sur une approche sociolinguistique et traductologique, l'étude s'appuie sur l'observation et des entretiens. Elle met en évidence la traduction comme pratique de médiation linguistique favorisant la compréhension des services financiers et l'inclusion. L'encrage théorique convoqué se compose de trois théories que sont : la théorie de la traduction et de l'équivalence d'Eugene Nida, la théorie de la communication de Roman Jakobson et la théorie de la médiation linguistique et culturelle.
Mots-clés : *Compétences linguistiques, traduction, lexique bancaire, sénar, dioula.*

SUMMARY:

The development of microfinance in northern Côte d'Ivoire contributes to financial inclusion, but poses communication challenges linked to linguistic diversity. French, the institutional language, coexists in particular with senar and dioula, used in interactions with users. This article analyzes the linguistic skills of microfinance agents and their pratices of translating French banking lexicon into these local languages. It examines the stratégies used to explain concepts such as savings, credit, interest rate, repayment, deposit

and guarantees. Based on a sociolinguistic and translation approach, the study is based on observation and interviews. It highlights translation as a linguistic mediation practice promoting understanding of financial services and inclusion. The theoretical anchoring invoked is made up of three theories which are: the theory of translation and equivalence of Eugene Nida, the theory of communication of Roman Jakobson and the theory of linguistic and cultural mediation.
Keywords: *Linguistic skills, translation, banking lexicon, sénar, dioula,*

INTRODUCTION :

L'inclusion financière constitue aujourd'hui un enjeu majeur des politiques de développement économique et social. Elle se particularise dans les zones rurales et périurbaines où l'accès aux services financiers demeure limité, face à une population peu alphabétisée. Dans cette perspective, les institutions de microfinance jouent un rôle important dans l'accès des populations à l'épargne, au crédit, aux transferts de fonds et à différents produits financiers. En Côte d'Ivoire, l'essor de la microfinance contribue ainsi à rapprocher les services financiers des populations qui, pour diverses raisons économiques, géographiques, sociales ou éducatives, restent parfois éloignées du système bancaire classique.

Toutefois, l'accès effectif à ces services ne dépend pas uniquement de leur disponibilité. Il suppose que les informations relatives aux produits et aux opérations financières soient comprises par les bénéficiaires.

Cette question de la compréhension revêt une importance particulière dans le nord de la Côte d'Ivoire où la région se caractérise par une diversité linguistique importante. Le français, langue officielle et principale langue de formalisation des opérations administratives et financières, y est en contact avec plusieurs langues locales. Parmi elles, figurent le sénar[1] et le dioula[2] qui occupent une place significative dans les interactions quotidiennes. Dans les agences et points de services de microfinance, les agents sont ainsi amenés à communiquer avec des usagers présentant des niveaux de maîtrise variables du

[1] Senar/Sénari : Langue sénoufo du nord de la Côte d'Ivoire. Cette langue est fortement parlée dans la région de Korhogo, Ferkessédougou, Tengrela et Boundiali.

[2] Langue manding parlée principalement en Afrique de l'Ouest, notamment en Côte d'Ivoire, au mali et au Burkina. Elle est une langue véhiculaire présente dans la plupart des villes de Côte d'Ivoire, plus précisément au nord.

français. Pour faciliter les échanges, ils recourent fréquemment aux langues locales, à la reformulation, à l'explication ou encore à des formes d'adaptation du vocabulaire spécialisé.

Or le lexique bancaire est constitué de termes et de notions techniques dont la compréhension peut présenter des difficultés pour les locuteurs non familiarisés avec le domaine financier. Des notions telles que crédit, épargne, taux d'intérêt, échéance de remboursement, garantie, dépôt ou compte renvoient à des réalités techniques qui ne disposent pas nécessairement d'équivalents directs et stabilisés dans les langues locales. Le passage du français au sénar ou au dioula ne relève pas toujours d'une simple substitution lexicale. Il peut nécessiter une explication, une paraphrase, une analogie, une reformulation ou une adaptation qui tient compte des connaissances et des représentations socioculturelles des usagers. De cette situation découle une question centrale que l'on se pose : quelles compétences linguistiques et communicationnelles les agents de microfiance mobilisent-ils pour traduire et transmettre le lexique bancaire en sénar ou en dioula ? Plus détaillée, comment les termes et concepts bancaires sont-ils traduits ou reformulés dans ces deux langues ? Quelles difficultés les agents rencontrent-ils dans cette activité de traduction ? Quelles sont les stratégies linguistiques et discursives mettent-ils en œuvre pour assurer la compréhension des usagers ? Enfin, dans quelle mesure ces pratiques de médiation linguistique peuvent-elles contribuer à améliorer l'accès et le recours aux services de microfinance ?

En répondant à ces préoccupations, nous notons que l'intérêt de cette recherche se situe à l'intersection de la sociolinguistique, de la traductologie et de l'analyse de la communication spécialisée. Elle considère la langue non seulement comme un instrument de transmission de l'information, mais également comme un moyen de médiation entre une institution financière et des usagers inscrits dans des environnements linguistiques et socioculturels spécifiques. Dans cette perspective, la théorie de la traduction et de l'équivalence de Nida permet, d'abord, d'interroger les modalités de transfert des concepts bancaires d'une langue à une autre. Ensuite, le modèle de la communication de Jakobson permet, à son tour, d'analyser les différents paramètres intervenant dans la transmission du message. Enfin, l'approche de la médiation linguistique et culturelle permet

d'appréhender le rôle des agents dans l'adaptation des contenus financiers aux compétences langagières et aux référents culturels des usagers.

L'objectif général de cette étude se définit par l'analyse des compétences linguistiques et des pratiques de traduction du lexique bancaire dans le secteur de la microfinance au nord de la Côte d'Ivoire, à partir des cas du sénar et du dioula. Ce qui revient à identifier les compétences linguistiques mobilisées par les agents, à relever les principaux termes bancaires faisant l'objet de traduction ou de reformulation, à analyser les stratégies utilisées pour leur transmission et à identifier les difficultés susceptibles d'affecter la compréhension des usagers. Cette démarche permet de sous-tendre une l'hypothèse générale qui traduit que l'efficacité de la communication entre les institutions de microfinance et leurs usagers dépend en partie de la capacité des agents à mobiliser conjointement des compétences linguistiques, terminologiques et socioculturelles.

L'article est organisé autour de trois axes. Le premier présente le cadre théorique et conceptuel ainsi que les principaux travaux relatifs à la traduction, à la communication spécialisée et à la médiation linguistique. Le deuxième expose le cadre méthodologique, le terrain d'étude, les participants et les modalités de constitution et d'analyse du corpus. Le troisième présente et discute les résultats relatifs aux compétences linguistiques des agents et aux pratiques de traduction du lexique bancaire en sénar et en dioula, en mettant en évidence leurs implications pour la communication financière et l'inclusion des populations locales.

1 . CADRES THEORIQUES ET METHODOLOGIQUE

Cette rubrique se décline en deux étapes, énumérées ci-dessous.

1.1.Cadre théorique

L'étude des compétences linguistiques et des pratiques de traduction du lexique bancaire dans le secteur de la microfinance au nord de la Côte d'Ivoire s'inscrit à la croisée de la sociolinguistique, de la traductologie et des Sciences de la Communication. Elle nécessite de mobiliser des approches permettant d'analyser à la fois le transfert des unités lexicales, les interactions entre les acteurs et les mécanismes

d'adaptation du discours financier aux réalités linguistiques et socioculturelles des usagers. Le présent travail s'appuie sur trois perspectives théoriques complémentaires et indispensables à la clarification de la recherche. Nous avons la théorie de l'équivalence de Nida pour l'analyse des modalités selon lesquelles les termes et concepts bancaires sont transférés du français vers les langues locales. La théorie de la Communication de Jakobson permet de replacer ces pratiques de traduction dans leur situation interactionnelle, en prenant en compte le destinateur, le destinataire, le message, le code, le canal et le contexte. Enfin, l'approche de la médiation linguistique et culturelle facilite l'appréhension l'agent comme un intermédiaire qui reformule, explicite et adapte les concepts financiers aux connaissances linguistiques et socioculturelles des usagers. L'articulation de ces trois perspectives permet d'étudier la traduction du lexique bancaire comme une opération à la fois linguistique, communicationnelle et socioculturelle.

1.1.1 La théorie de l'équivalence en traduction

La première référence théorique retenue est la théorie de l'équivalence développée notamment par Eugene Nida (1964,1969). Dans sa conception de la traduction, Nida distingue, principalement l'équivalence formelle et l'équivalence dynamique. La première privilégie la correspondance entre les formes et les éléments du texte source et ceux du texte cible, tandis que la seconde accorde une importance particulière à l'effet produit sur le destinataire. Cette distinction apparaît, particulièrement, pertinente pour l'étude du lexique bancaire. En effet, certains termes du français bancaire peuvent ne pas posséder d'équivalent lexical direct en sénar ou en dioula. L'agent de microfinance peut alors avoir recours à la paraphrase, à l'explication, à l'analogie ou à une expression appartenant au répertoire lexical de l'usager. L'objectif n'est pas uniquement de reproduire le terme français, mais de permettre au destinataire de comprendre correctement le concept financier véhiculé.

Appliquée à cette recherche, la théorie de l'équivalence permet d'analyser les procédés utilisés pour traduire ou adapter des termes tels que crédit, épargne, taux d'intérêt, échéance, remboursement, garantie ou dépôt. Elle permet également de déterminer si les

pratiques observées relèvent davantage d'une recherche de correspondance formelle ou d'une recherche d'équivalence fonctionnelle et communicative.

1.1.2 La théorie de la Communication de Jakobson

La deuxième référence théorique est le modèle de la communication proposé par Roman Jakobson (1960). Il a identifié plusieurs composantes fondamentales de l'acte de communication : le destinateur, le destinataire, le message, le contexte, le code et le contact.

Appliquée au secteur de la microfinance, ce modèle permet de considérer l'agent comme un destinateur qui transmet un message spécialisé à un usager qui en constitue le destinataire. Le français peut constituer le code institutionnel de départ, tandis que le sénar ou le dioula peuvent être mobilisés pour faciliter la compréhension du message. La traduction ou la reformulation devient une opération permettant d'adapter le code au répertoire linguistique du destinataire.

Cette approche permet également d'examiner les éventuelles ruptures communicationnelles liées à une maîtrise insuffisante du vocabulaire bancaire, aux différences de compétences linguistiques ou à l'absence d'équivalents terminologiques, directement, accessibles dans les langues locales.

1.1.3 L'approche de la médiation linguistique et culturelle

La troisième approche mobilisée est celle de la médiation linguistique et culturelle. Elle permet de dépasser une conception strictement lexicale de la traduction. Dans les situations étudiées, l'agent de microfinance n'est pas nécessairement un simple traducteur du français vers une langue locale. Il joue également le rôle de médiateur entre l'univers institutionnel et financier, d'une part, et les représentations et connaissances des usagers, d'autre part.

De ce qui précède, la médiation peut prendre différentes formes : reformulation, explication, simplification, paraphrase, recours à des exemples de la vie quotidienne ou adaptation du discours aux connaissances du destinataire. Cette approche est particulièrement importante dans un contexte où certains concepts financiers peuvent

être éloignés des pratiques économiques quotidiennes des populations.

Ainsi, nous notons que les trois approches théoriques sont complémentaires. Elles se résument par le fait que la théorie de l'équivalence permet d'étudier le transfert du lexique, d'où, la qualité de la traduction. La théorie de la communication permet d'analyser l'interaction entre les acteurs, c'est-à-dire le fonctionnement de la communication, tandis que l'approche de la médiation linguistique et culturelle permet de comprendre les stratégies d'adaptation du message financier aux réalités des usagers.

1.2 Cadre Méthodologique

Le cadre méthodologique apparaît comme une étape importante dans la recherche. C'est pourquoi il est impérieux de déterminer ses chaînons constitutifs.

1.2.1 Type et approche de recherche

La présente recherche adopte une approche principalement qualitative, avec pour visée descriptive et analytique. Elle se complète nécessairement par des données à caractères quantitatives, permettant de mesurer la fréquence de certaines pratiques linguistiques chez les enquêtés. Cette approche cherche à comprendre comment les agents traduisent les termes bancaires, les expliquent ou les reformulent dans les interactions avec les usagers.

1.2.2 Terrain de recherche

Le terrain d'étude est constitué de deux localités du nord de la Côte d'Ivoire : Korhogo et M'Bengué. Le choix de ces deux sites repose sur leur intérêt linguistique et socioéconomique ainsi que sur la présence d'institutions de microfinance. L'étude vise à relever les pratiques linguistiques et les stratégies de traduction du lexique bancaire dans un contexte urbain (Korhogo) et dans un contexte à dominance rurale (M'Bengué). Au plan linguistique, Korhogo présente une forte dominance en sénar, contrairement à M'Bengué qui est majoritairement dominée par des locuteurs dioula. Ces deux espaces sont caractérisés par l'usage du français dans les communications institutionnelles, parallèlement à l'emploi des langues locales dans les

interactions quotidiennes. Des institutions de microfinance existent dans les deux villes et offrent aux populations des services d'épargne, de crédit et d'éducation financière. Pour cela, nous avons choisi la microfinance BAOBAB, FINAFRICA et ACCESS, qui sont implantées dans les deux villes.
Korhogo constitue également un terrain urbain marqué par une plus grande concentration d'activités économiques et financières. M'Bengué, en revanche, offre un contexte davantage marqué par les activités rurales et les relations de proximité entre les institutions financières et les populations locales. Cette différenciation permet d'examiner si les pratiques de traduction et de médiation du lexique bancaire varient selon le contexte socioéconomique et linguistique.

1.2.3 Population d'étude et échantillonnage

La population d'étude se compose de deux catégories d'acteurs que sont : les agents et responsables des institutions de microfinance, utilisant le lexique bancaire dans les interactions professionnelles et les usagers ou clients, qui font recours, notamment au sénar ou au dioula dans les échanges avec les agents. L'étude porte sur un effectif de quatre-vingt (80) enquêtés. En fonction de la taille du terrain et de l'importance du phénomène, nous avons retenu quarante (40) personnes à Korhogo et quarante (40) autres à M'Bengué.

1.2.4 Technique de collecte

Trois (3) techniques ont été mobilisées dans le cadre de cette méthode. Il s'agit de l'entretien semi-directif. À l'occasion, des entretiens sont réalisés auprès des agents de microfinance pour recueillir les informations relatives à leur profil linguistique ; les langues utilisées dans leur activités professionnelle ; les difficultés rencontrées dans l'explication des termes bancaires ; les stratégies utilisées pour traduire ou reformuler ces termes et leur perception de l'importance des langues locales dans la relation avec les clients. Des entretiens ont également été réalisées auprès des usagers afin d'évaluer leur compréhension des principaux concepts bancaires. Des interactions sont observées et étudiées en situation réelle, portant sur des changements de langue, des reformulations, des explications, des emprunts, des paraphrases et des exemples utilisés par les agents. L'observation des interactions étudiées en situation réelle de

communication dans le cadre des changements de langue, les reformulations, les explications les emprunts, les paraphrases et les exemples pratiques utilisés par les agents.

1.2.5 Construction de corpus lexical

Pour le corpus lexical, les termes et expressions relevant du domaine bancaire, retenus se présentent comme suit : compte, épargne, crédit, remboursement, intérêts, garanties, dépôt et retraits, échéance, frais et commissions, agio, découvert, rachat, prélèvement, acompte, virement.

1.2.6 Instrument de collecte

Les principaux instruments sont : un guide d'entretien destiné aux agents pour une analyse thématique et sociolinguistique; un guide d'entretien destiné aux usagers ; une grille d'observation des interactions ; une fiche de collecte et d'analyse terminologique, portée sur des procédés de transfert employés comme : équivalence, emprunt, paraphrase, explication, adaptation, reformulation. Enfin, un questionnaire qui est destiné à mesurer le niveau de compréhension de certains termes bancaires.

2. RESULTATS ET ANALYSES

2.1 Situations de communication dans lesquelles le français est relayé par les langues locales

L'analyse des interactions observées dans les institutions de microfinance de Korhogo et de M'Bengué permet de distinguer plusieurs situations dans lesquelles le français, langue institutionnelle et administrative, est relayé par le sénar ou le dioula. Ce relais linguistique intervient principalement lorsque l'agent estime que l'utilisation exclusive du français risque de compromettre la compréhension du message par l'usager.

Tableau 1 : Situations de recours au sénar et au dioula

Situation de Communication	Français	sénar	dioula	Langues mobilisées
Accueil et orientation du client	x	x	x	Sénar/dioula
Explication de l'ouverture d'un compte	x	x	x	Sénar/dioula
Explication des conditions d'épargne	x	x	x	Sénar/dioula
Présentation d'un crédit	x	x	x	Sénar/dioula
Explication du taux d'intérêt	x	x	x	Sénar/dioula
Explication des échéances	x	x	x	Sénar/dioula
Explication du remboursement	x	x	x	Sénar/dioula
Explication des garanties	x	x	x	Sénar/dioula
Signatures de documents bancaires	x	-	-	français
Examen d'un contrat	x	x	x	Français + Sénar/dioula
Sensibilisation à l'épargne et au crédit	x	x	x	Sénar/dioula
Explication du découvert et du prélèvement	x	x	x	Français + Sénar/dioula

Source : Enquête Silue à Korhogo et à M'Bengué au nord de la Côte d'Ivoire

Le tableau 1 montre que le français demeure la langue de référence dans les activités formelles de la microfinance, notamment pour les documents administratifs, les contrats et les opérations nécessitant une formalisation écrite. Cependant, il faut retenir que les agents ont recours au sénar et au dioula dans de nombreuses situations, au regard du tableau ci-dessus. On notera plus précisément que le recours aux langues locales est marqué lorsque ce dernier doit expliquer un concept financier complexe. Ainsi, la présentation d'un crédit, l'explication du taux d'intérêt, des échéances, des garanties ou encore

des modalités de remboursement constituent des situations favorables au passage du français vers le sénar ou le dioula.
Le changement de langue apparaît comme une stratégie de facilitation de compréhension plutôt que comme un abandon du français. Cette langue conserve toujours son statut de langue institutionnelle tandis que les langues locales (sénar et dioula) jouent une fonction de médiation dans l'interaction orale.

2.2 Fréquence du relais linguistique selon les situations

Les relais linguistiques observés dans des cas pratiques de communication ont été quantifiés et inscrits dans le tableau ci-après.

Tableau 2 : Fréquence des situations de relais linguistique à Korhogo et à M'Bengué

Situation	Nombre d'interactions	Relais vers le sénar à Korhogo	Relais vers le dioula à M'Bengué
Accueil/orientation	40 fois	31%	37%
Ouverture de compte	40 fois	55%	68%
Epargne	40 fois	50%	69%
Crédit	40 fois	38%	62%
Taux d'intérêt	40 fois	45%	73%
Echéances/Remboursement	40 fois	47%	71%
Garanties	40 fois	30%	70%
Examen du contrat	40 fois	31%	69%
Réclamations	40 fois	43%	62%

Source : Enquête Silue à Korhogo et à M'Bengué au nord de la Côte d'Ivoire

Les résultats du tableau 2 montrent une tendance importante lorsque le contenu du message est techniquement complexe. Le recours aux langues locales est élevé quand il s'agit de termes techniques complexes. Nous observons qu'à Korhogo, ces valeurs sont, relativement, moins grandes qu'à M'Bengué. L'alternance à la langue sénar présente des pourcentages situés entre 31% et 55%. En revanche, à M'Bengué, nous avons 37% à 73%.

Le taux d'intérêt, les échéances/Remboursement, l'examen du contrat, constituent, à titre d'exemples des notions particulièrement propices au relais linguistique. Avec 45% des interactions en sénar et 73% en dioula, cette situation témoigne d'une difficulté réelle de compréhension du vocabulaire financier spécialisé.
En observant les questions de remboursement et d'échéances dans ce **tableau 2**, nous constatons qu'elles présentent également des fréquences élevées. Ce qui pousse à dire que le recours au sénar et au dioula peut permettre à l'agent de décomposer l'information, de donner des exemples précis et de vérifier la compréhension du message chez client.
À l'inverse, les situations d'accueil et d'orientation présentent une fréquence de relais relativement moins élevée. Elles mobilisent en général un vocabulaire moins spécialisé et peuvent être conduites plus aisément en français facile.

2.3 Les procédés utilisés par les agents des microfinances pour relayer le français

Le relais du français vers le sénar ou le dioula ne se réalise pas nécessairement par une traduction littéraire précise. Plusieurs procédés sont utilisés par les agents ou les usagers pour traduire le sens des mots et expressions. Ces procédés sont définis comme une traduction simple, un équivalent, une reformulation, une explication, une paraphrase, un emprunt ou une alternance codique pour faire comprendre à l'usager le message à véhiculé. Ce recours aux langues locales par les agents est indispensable pour l'appropriation des messages par les clients des banques. Toute chose qui permet aux agents de se faire comprendre et de bien préparer leurs clients à l'information juste des opérations bancaires.
Le tableau ci-dessous nous décrit l'étendue de ces subtilités utiliser par les agents de microfinance à Korhogo et à M'Bengué pour maintenir ou convaincre les clients. Les explications ont été enregistrées et transcrites phonétiquement pour sortir l'essentiel des messages.

Tableau 3 : Procédés de traduction et de médiation du lexique bancaire (sénar et dioula)

Procédés	Termes en français	Formulation phonétique en sénar	Formulation phonétique en dioula	Stratégies de médiation
Traduction / équivalence	« Vous pouvez ouvrir un compte d'épargne »	[mọ mɛ̰ gbạ̰ kọ̰ti	[i be se kA wari-dinni] kErE]	Transfert du message vers la langue de l'usager
Reformu-lation	« Vous devez rembourser le crédit à l'échéance »	[miè mEè gbAè fuịli srA gɛʃɑ̰gi]	[Aw je wari mEè tA, Aw kA A seNEè kA bAè waati mEè nA]	Explication du remboursement avec un vocabulaire courant
Explication	« Le taux d'intérêt est de 5% »	[toènoè wii åEè wEl tiEr]	[wari mɛ̰ ta, o kạ̰ be se ka wari dɔ fara a kạ̰, o sara 5% ie].	Explication du fonctionnement des intérêts
Paraphrase	« Vous devez payer les intérêts du crédit »	[mọ̰ ʒala fuɔli tọ̰nọ̰ sra]	[wAri mEè kA fArA i tA wAri kAè, i kA kAè o sArA]	Décomposition du concept « intérêt »
Exemple concret	« Si vous empruntez 100000 f, vous devez rembourser avec les intérêts »	[moè gA sAlAkE fuịli koè, moè i ZAlA moèoè lii toè nii toènoèni]	[ni i kA wA`A mugA (100 000f) tA, i kA kAè kA wo srA ni toènoè doni åel	Illustration par une somme concrète
Alternance codique/ Emprunt	« Le crédit a une échéance » « Crédit »	[fuịlii åiEè ni tSAèdoègi] [fuịli] / [fuịlo`] [fuịli]	[dZuru/kere di sArA wAAti bei]	Maintien du terme technique français ou correspondance en langue locale,

Adaptation	« Garantie exigée pour obtenir le crédit »	[serAw wii åEè fu¡li åugo]	[wÀri tA wAlAsA, i kA feni do di wAlAsA kA A ke] sAbAbu je]	Adaptation du concept à une réalité connue de l'usager
Simplifi cation	« les frais de gestion du compte sont prélevés »	[koètiw kir¡Si ni åEè sArA]	[koètiw lAbEèni wAri be minEè]	Réduction de la complexité du message bancaire
Vérification de compré-hension	« Avez-vous compris les conditions du crédit ? »	[A moè SEèri lo`olo?]	[i fAAmu keredi kAåEèw wA ?]	Vérification de l'appropriation du message

Source : Enquête Silue à Korhogo et à M'Bengué au nord de la Côte d'Ivoire

L'analyse du tableau 3 met en évidence que la transmission du lexique bancaire dans les interactions entre les agents de microfinance et les usagers ne repose pas uniquement sur une traduction lexicale directe du français vers les langues locales (sénar et dioula). Elle mobilise plutôt un ensemble de procédés de traduction, de reformulation et de médiation linguistique, destinés à rendre les notions financières accessibles aux usagers.

On remarque que la reformulation apparaît comme l'un des principaux procédés mobilisés par les agents. Elle consiste à reprendre un terme ou une expression technique du français dans une formulation plus simple et plus proche des connaissances quotidiennes de l'usager.

Le terme échéance possède une signification technique dans le domaine bancaire. L'agent l'explique en langue locale par une expression correspondant à la date à laquelle il faut rembourser la dette. À travers ce tableau, la stratégie de l'agent ne consiste pas à rechercher nécessairement un équivalent lexical exact. Il privilégie la compréhension du concept par son auditoire. À travers ce geste la traduction devient ainsi une opération de médiation entre le langage spécialisé de l'institution et le langage ordinaire de l'usager.

Pour ce qui concerne l'expression taux d'intérêt, l'agent explique qu'il s'agit de la somme supplémentaire que l'emprunteur devra payer en plus de l'argent reçu. Cette pratique confirme que la médiation linguistique dépasse la simple correspondance entre deux mots.
Le tableau montre également l'importance de la paraphrase lorsqu'il n'existe pas d'équivalent, immédiatement, disponible dans la langue locale. C'est le cas de frais de gestion. Des exemples sont couramment utilisés par les agents pour expliquer cette expression financière.
Nous soulignons également une présence d'*adaptation terminologique*. Certains termes du lexique comme koètiw, ou comptiw», keredi ou crédiw (compte) ont conservés sous leur forme française ou font l'objet d'une adaptation phonologique ou morphologique dans la langue locale. Cette situation de contact des langues traduit l'influence du français sur les langues locales. On parle d'emprunt. Les expressions comme kérédi sara (en dioula) et fouôli sara (en sénar), présentent également un cas d'emprunt (sara qui signifie payer ou rembourser) entre ces deux langues locales. Ces passages du français au sénar ou au dioula va au de-là d'une simple traduction lexicale et constitue, au regard du tableau, une sorte de médiation conceptuelle.
Quant à la vérification de la compréhension, elle donne la possibilité à l'agent de vérifier si l'usager a effectivement compris les conditions financières auxquelles il s'engage. Cette étape est importante dans les situations relatives au crédit, au remboursement, aux intérêts et aux garanties.

2.4 Avantages de l'utilisation des langues locales (sénar et dioula) dans le fonctionnement des microfinances à Korhogo et M'Bengué

Dans les interactions de microfinance au nord de la Côte d'Ivoire, le sénar et le dioula ne sont pas que des langues de communication quotidienne, elles peuvent devenir des langues de médiation des savoirs financiers. Cette fonction contribue à élargir les domaines d'usage de ces langues locales et à rapprocher l'institut financière des populations. Le tableau ci-dessous présente quelques avantages de la traduction et de la médiation du lexique bancaire en sénar et en dioula.

Tableau 4 : Avantages de la traduction et de la médiation du lexique bancaire en langues locales dans des services de microfinance de Korhogo et M'Bengué

Avantages	Traduction en sénar ou en dioula	Médiation en sénar ou en dioula	Effets sur les usagers
Amélioration de la compréhension	Permet de rendre les termes bancaires accessibles dans la langue de proximité	Explication des notions complexes dans des formulations familières	Meilleure compréhension des produits financiers
Réduction de la barrière linguistique	Réduit la distance entre l'institution et l'usager de ces langues locales	L'agent sert d'intermédiaire entre français et langue locale	Communication plus fluide entre l'agent et l'usager locale
Renforcement de la confiance	Utilisation de la langue locale crée une relation de proximité	L'agent adapte son discours aux pratiques langagières de l'usager	Confiance accrue envers l'institution
Facilitation de l'accès aux crédits	Les conditions du crédit peuvent être expliquées dans une langue locale, comprise par l'emprunteur	Explication du montant, des intérêts et de l'échéance à travers des exemples de situations concrètes	Décisions d'emprunts mieux informées
Meilleure compréhension des obligations financières	Traduction des notions de remboursement et de garantie	Explication des conséquences d'un retard de paiement	Réduction des malentendus entre microfinance et client
Renforcement de l'inclusion financière	Permet aux populations peu familières avec le français bancaire d'accéder aux services	Accompagnement linguistique aux différents profils des usagers	Participation accrue au système financier de la microfinance
Amélioration de l'éducation financière	Facilite l'explication de l'épargne, du crédit et des intérêts.	Dialogue et vérification de la compréhension	Développement des compétences financières
Valorisation des langues locales dans le tissu économique	Ces langues locales deviennent des moyens de transmission de connaissances spécialisées dans le domaine bancaire	Extension des domaines d'usages de la langue par la création ou l'adaptation d'un vocabulaire spécialisé	Renforcement de la valeur sociale des langues locales

Meilleure appropriation des produits financiers	Les produits bancaires sont expliqués dans des termes compréhensibles par les clients analphabètes	Explications adaptées au contexte de l'usager	Utilisation plus autonome des services

Source : Enquête Silue à Korhogo et à M'Bengué au nord de la Côte d'Ivoire

Le tableau 4 fait ressortir trois (3) avantages majeurs de la traduction et de la médiation du lexique bancaire en sénar et en dioula.

Dans un premier temps, elles améliorent l'accessibilité linguistique des services financiers. Le passage du français institutionnel aux langues locales permet de réduire la distance entre le discours technique de la microfinance et les connaissances linguistiques des usagers. La traduction ne consiste pas uniquement à rechercher un équivalent lexical, mais elle vise, surtout, à rendre le concept bancaire intelligible.

Dans un second temps, nous notons que la médiation renforce la confiance et la qualité de la relation entre l'agent et l'usager. L'utilisation des langues locales permet à l'agent de se rapprocher de l'univers linguistique de son interlocuteur. Ce dernier utilise des stratégies telles que la reformulation, l'explication et l'utilisation d'exemples concrets permettant de mieux expliquer les obligations liées au crédit, au remboursement, aux intérêts ou aux garanties.

Enfin, les résultats du tableau montrent que ces pratiques contribuent fortement à l'inclusion financière. Car, lorsqu'un usager comprend mieux les produits et les conditions proposés par une institution de microfinance, il est davantage en mesure de prendre une décision éclairée et d'utiliser les services financiers de manière autonome. Dans ce cas, il pourrait convaincre d'autres clients au profit de cette institution.

Cependant, dans la conduite de l'activité financière, l'agent peut être confronté à des limites et difficultés, au plan linguistique, surtout. Dans le tableau ci-dessous, nous avons collecté quelques limites et difficultés constatées lors des enquêtes.

Tableau 5 : Quelques limites et difficultés de la traduction et de la médiation du lexique bancaire en langues locales à Korhogo et M'Bengué

Limites /difficultés	Manifestation en sénar ou en dioula	Conséquences constatées
Absence d'équivalent lexical direct	Certains concepts bancaires nécessitent une périphrase, des emprunts ou à des explications	Allongement du discours entre agent et client
Complexité du vocabulaire bancaire	Des termes comme échéances, taux d'intérêt ou pénalité sont parfois difficiles à traduire. Ce qui nécessite une reformulation	Risque d'incompréhension entre la microfinance et le client
Variations linguistiques	Variations lexicales et contextuelles selon les locuteurs et les zones de provenance	Difficultés de stabilisation des équivalents
Faible standardisation terminologique	Absence d'un lexique bancaire standardisé en langue locale. Des équivalents parfois variables selon les agents	Hétérogénéité des pratiques langagières
Différences socioculturelles	Certains concepts institutionnels sont éloignés des pratiques traditionnelles	Difficultés d'appropriation
Compétences variables des agents	Tous les agents ne maitrisent pas nécessairement ces langues locales	Qualité variable de la médiation
Asymétrie linguistique	Le français demeure la langue des contrats et documents officiels	Les langues locales servent aux explications orales et non, écrites.

Source : Enquête Silue à Korhogo et à M'Bengué au nord de la Côte d'Ivoire

L'analyse que nous portons à ce tableau 5 montre que la traduction du lexique bancaire du français vers le sénar et le dioula constitue une opération complexe. Si leurs utilisations facilitent la communication entre les agents de microfinance et les usagers, elle comporte, parfois, plusieurs contraintes liées à la terminologie spécialisées, à l'équivalence lexicale, à la variation linguistique et aux compétences des médiateurs (les agents). Les principales difficultés et limites sont

inscrites dans ce tableau 5 et elles correspondent à des conséquences constatées.

3. DISCUSSIONS DES RESULTATS

À partir des résultats du tableau 3, l'analyse ressort que la traduction repose sur un ensemble de procédés de reformulation, d'explication, de paraphrase, d'adaptation et d'alternance codique. Cette situation peut être interprétée à partir des travaux de plusieurs auteurs en traductologie et en sociolinguistique.

3.1 La traduction comme recherche d'une équivalence fonctionnelle en microfinance

Les observations réalisées lors des enquêtes peuvent être d'abord rapprochées des travaux d'Eugene A. Nida, (1964). Dans sa recherche intitulée : Toward a Science of Translating (1964), Nida accorde une place importante à la relation entre le message de départ, le destinataire et l'effet produit par la traduction. Dans son ouvrage, il traite notamment de la signification, de la dimension dynamique de la communication, du rôle du traducteur et des procédures de traduction.

Cette perspective permet de comprendre pourquoi l'agent de microfinance ne cherche pas systématiquement un équivalent lexical strict pour des termes comme *échéance*, *taux d'intérêt*, *garantie* ou *frais de gestion*. Son objectif premier est de faire comprendre la notion à l'usager afin qu'il adhère. Ainsi, lorsqu'un terme bancaire français est difficilement traduisible par une unité lexicale unique dans la langue locale, l'agent fait recours à une périphrase ou à une explication (Sephodi, 2025). Dans ce cas, le procédé de traduction devient une équivalence fonctionnelle. Ce qui importe n'est pas nécessairement la similitude formelle entre les deux expressions, mais la capacité de l'expression cible à transmettre le même contenu communicatif.

Dans le contexte de la microfinance, cette pratique est particulièrement importante parce que la mauvaise compréhension d'un terme comme *intérêt*, *échéance* ou *pénalité* peut avoir des conséquences concrètes sur les engagements financiers de l'usager. C'est justement ces difficultés de traduction des termes financiers

anglais vers une langue africaine, le tshivenda que soulignaient Sephodi et Huyssteen (2025) dans Challenges of zero Equivalence in the Development of Tshivenda Financial Terms from English. Leurs travaux ont montré que l'absence d'équivalent direct peut provoquer des incompréhensions et des incohérences terminologiques. Dans ce contexte, la paraphrase, la composition et la création terminologique constituent des stratégies permettant de préserver la précision conceptuelle, favorisant la compréhension des usagers. Cette perspective est particulièrement pertinente pour l'analyse de la traduction du lexique bancaire français vers le sénar et le dioula dans les institutions de microfiance à Korhogo et M'Bengué. Dans le prolongement des travaux consacrés aux pratiques linguistiques en microfinance en Côte d'Ivoire, au sortir de la crise militaire et financière de 2011, Kouamé (2014,2015), Caseau et Kouamé (2015) mettent en évidence le rôle des langues nationales dans l'accueil et la relation avec la clientèle des institutions de microfinance. Selon eux, la proximité linguistique contribue à réduire la barrière à la maîtrise insuffisante du français et à renforcer la confiance entre l'agent et le client. Dans le contexte sénégalais, Diop montre que les langues locales peuvent également servir à expliquer et à reformuler des notions financières telles que le taux d'intérêt, les montants accordés et les remboursements.

La mobilisation de la théorie de l'équivalence en traduction d'Eugene Nida est utile dans cette recherche en ce sens qu'elle permet d'analyser la manière dont les termes bancaires français sont rendus dans les langues locales. L'approche théorique a permis d'évaluer la fidélité sémantique et fonctionnelle de la traduction du lexique bancaire.

3.2 La reformulation et l'explication comme stratégies de médiation dans le secteur financier de Korhogo et M'Bengué

Les résultats des enquêtes montrent également que les agents ne se comportent pas comme de simples traducteurs. Ils jouent le rôle de médiateurs linguistiques. Nous avons vu que la notion d'échéance peut être reformulée à partir de l'idée de « date à laquelle le remboursement doit être effectué ». De même, le taux d'intérêt peut être expliqué, au locuteur de la langue locale, à partir de la somme supplémentaire à payer en plus du capital emprunté.

Cette pratique confirme l'importance de la dimension communicative de la traduction chez Nida (1964). Le traducteur ou médiateur doit tenir compte du destinataire, de ses connaissances et de son environnement culturel comme le précisent Gloukoviezoff, (2024b) et Caseau et Kouamé (2015a). La traduction du lexique bancaire apparaît comme une traduction orientée vers l'usager plutôt que comme une simple substitution de mots. Ce qui pousse à élaborer une schématisation suivante :

Terme bancaire français .....reformulation en langue locale..... Explication.... Exemple concret...vérification de la compréhension.

Cette démarche rejoint l'apport de Jakobson sur la traduction comme interprétation du signe. Dans son article « On linguistic Aspects of Translation », publié en 1959 dans : On Translation, sous la direction de de Reuben A. Brower, Jakobson distingue notamment la traduction intralinguale, interlinguale et intersémiotique. La situation de la recherche présente relève principalement de la traduction interlinguale, puisque le message bancaire passe du français vers une langue locale (sénar ou dioula). Cependant, lorsqu'un agent explique un concept bancaire par un exemple concret, il ne se contente plus de remplacer un signe linguistique par un autre. Il interprète et contextualise le concept. Lorsqu'un terme spécialisé n'a pas d'équivalent lexical stabilisé dans la langue locale, l'agent doit construire une formulation susceptible de rendre le sens du mot dans l'univers socioculturel de l'usager local. On note ainsi une opérationnalisation dite d'«alternance codique » usitée par cet agent de microfinance.

Dans son étude de la microfinance sénégalaise, Diop (2020), montre que les agents utilisent les langues locales pour expliquer à des clients peu alphabétisés des notions financières telles que le taux d'intérêt, le montant du financement ou le montant des remboursements mensuels. Il donne l'exemple de l'adaptation de certains montants dans les unités monétaires familières aux clients. Quant à Sanogo (2024), étant donné que la langue officielle et administrative peut rencontrer des difficultés lorsqu'elle est utilisée auprès des populations rurales ayant une maîtrise limitée de cette langue, alors la médiation scientifique en langues locales constitue la voie royale.

Ces travaux permettent de considérer la reformulation et l'explication non comme de simples procédés linguistiques, mais comme des

stratégies de médiation destinées à rendre les concepts financiers accessibles à des usagers ayant des compétences variables en français. La contribution de la théorie de la communication de Roman Jakobson nous a permis d'analyser la situation de communication dans laquelle la traduction intervient. L'approche a permis de comprendre comment le changement de langue ou l'alternance des langues permet de lever les obstacles à la communication. Enfin, elle a permis d'étudier les situations où l'agent passe du français aux langues locales pour vérifier que l'usager à compris son message.

3.3 L'alternance codique comme stratégie communicationnelle dans les microfinances de Korhogo et M'Bengué

Il ressort des résultats des enquêtes, la pratique de l'alternance codique. L'agent de l'institution financière peut employer le français pour désigner le produit ou le concept, puis passer en langue locale pour expliquer son fonctionnement (Taîwe (2020).

John J. Gumperz interprète cela dans Discourse Strategies (1982). Il analyse l'alternance entre deux systèmes linguistiques dans les interactions sociales. Dans notre contexte, l'alternance codique ne doit pas être considérée comme simple juxtaposition aléatoire de langues. Elle constitue une stratégie de contextualisation du message. Le français permet d'établir le lien avec le vocabulaire institutionnel, tandis que la langue locale facilite l'appropriation du contenu par l'usager. Gumperz montre également que la communication ne dépend pas uniquement de la compétence grammaticale. Elle se définie par la capacité à interpréter les intentions et les significations dans une situation interactionnelle donnée. La compétence recherchée chez l'agent de microfinance est plus large qu'une simple connaissance de deux langues, bien que ces langues locales soient insuffisamment intégrées à la communication institutionnelle des banques (Thango, 2025), alors qu'elles jouent un rôle important dans les interactions avec les usagers. Ces observations trouvent écho dans le contexte ivoirien, notamment à Korhogo dans les pratiques de médiation linguistique observables dans les institutions de microfinance. Ce qui sous-entend que l'agent doit maîtriser plusieurs dimensions telles que la langue française et son lexique institutionnel, la langue locale utilisée par l'usager (sénar ou dioula), le vocabulaire financier, les stratégies de reformulation, les références

socioculturelles des populations et les techniques de vérifications de la compréhension des messages adressés à l'usager (Taiwe, 2020) ; Andredou, 2018). L'ensemble de ces compétences sont qualifiés de compétence de médiation linguistique et socioculturelle (Nguanga, 2024). Le français est certes la langue institutionnelle, mais le sénar et le dioula jouent un rôle important dans les interactions de proximité. L'agent se trouve ainsi dans une position d'interface entre l'institution financière et la communauté linguistique locale (Kotchi, 2025). Les travaux consacrés à la lexicographie bilingue (Taiwe, 2020), à la traductibilité en dioula, à la terminologie des langues ivoiriennes (Andredou Assouan, 2018) et au contact entre français et langues africaines (Nkuanga Dida, 2024) permettent ainsi d'appréhender la traduction du lexique bancaire comme une véritable pratique de médiation linguistique.

En clair, les pratiques plurilingues en Afrique francophone montrent que l'alternance codique (Tsambu, 2026) peut constituer une stratégie communicationnelle efficace permettant d'adapter le discours au profil linguistique du destinataire. Dans les interactions institutionnelles, le passage du français à une langue locale peut réduire la distance linguistique, faciliter la transmission du message et renforcer la proximité avec l'interlocuteur (Ndiaye, (2019) et Sanogo (2024). Cette perspective peut être transposée au domaine de la microfinance, où les agents sont amenés à expliquer des concepts financiers spécialisés à des usagers présentant des compétences variables en français. Ce qui fait dire que dans le contexte de la microfinance à Korhogo et M'Bengué, cette médiation s'effectue à travers la reformulation, la paraphrase, l'emprunt, l'explication et l'alternance codique.

3.4 L'adaptation culturelle de la terminologie bancaire au nord de la Côte d'Ivoire

Ces résultats peuvent être mis en relation avec les travaux d'Antoine Berman (1984) dans l'Epreuve de l'étranger : culture et tradition dans l'Allemagne romantique (1984). Berman interroge la traduction comme opération de passage d'une langue et d'une culture à une autre. Dans notre étude, le lexique bancaire appartient à un univers institutionnel construit en français. Sa transmission dans les langues locales suppose une adaptation à un autre environnement linguistique

et socioculturel (Andredou, 2023). Pour une adaptation culturelle de la terminologie bancaire, l'agent ne traduit pas seulement les mots. Il transfère des concepts institutionnels dans un univers de représentation différent. C'est pourquoi la paraphrase, l'explication et l'exemple occupent une place importante dans ses messages oraux, face aux clients. Cela fait dire que la simple transposition lexicale du français vers le sénar ou le dioula ne garantit pas nécessairement la compréhension du concept bancaire (Sephodi, Mudau et Mudau, 2025). C'est pourquoi, Andredou (2023) soutient que l'introduction d'un vocabulaire spécialisé dans une langue africaine ne saurait se réduire à une simple transposition des termes de la langue source. Elle nécessite une recherche linguistique permettant d'identifier des formes lexicales susceptibles d'être comprises et acceptées par les locuteurs. Cette perspective trouve un écho particulier dans le domaine bancaire au nord de la Côte d'Ivoire où la traduction des notions telles que crédit, épargne, taux d'intérêt, garantie ou remboursement nécessite des reformulations, d'explication, création lexicale ou adaptation sémantique.

Dans un contexte africain francophone, la traduction de terminologies spécialisées doit être envisagée à la lumière du plurilinguisme et du contact des langues. En Côte d'Ivoire, Béatrice N'Akissi Boutin et Kouadio N'Guessan (2024) montrent que les pratiques linguistiques s'inscrivent dans un espace caractérisé par la variation et la coexistence de plusieurs ressources linguistiques. Jean-Baptiste Atsé N'Cho (2021) aborde cette ligne par ses travaux sur l'appropriation, contact des langues et création lexicale en Côte d'Ivoire. Pour Caseau et Kouamé (2015) sur la microfinance ivoirienne : l'usage d'une langue de proximité peut contribuer à établir la confiance entre l'institution financière et sa clientèle et à mieux répondre aux besoins de clients peu familiarisés avec le français institutionnel. Les travaux consacrés à la communication des institutions de microfinance montrent que la langue locale n'est pas uniquement un instrument de transmission de l'information. Elle participe à la construction d'une relation de proximité et de confiance (Kouamé, 2015).

Dans ce travail, l'approche de la médiation linguistique et culturelle a permis aux agents de rendre accessibles des notions parfois abstraites ou techniques et de montrer que la traduction du lexique bancaire

constitue une pratique de médiation linguistique, cognitive et culturelle.

CONCLUSION :

Au terme de cette étude consacrées aux compétences linguistiques et aux pratiques de traduction du lexique bancaire dans le secteur de la microfinance au nord de la Côte d'Ivoire, notamment à Korhogo et à M'Bengué, il ressort que la diversité linguistique constitue à la fois un enjeu communicationnel et une ressource stratégique pour l'inclusion financière des populations. L'analyse des pratiques langagières des agents de microfinance met en évidence le rôle déterminant du sénar et du dioula dans la transmission, l'explication et l'appropriation des notions bancaires par des usagers dont les compétences en français demeurent parfois limitées.

Les résultats montrent que les agents ne se limitent pas à une traduction littérale du lexique spécialisé. Ils recourent principalement à des procédés de reformulation, d'explication, d'adaptation sémantique, d'illustration par des exemples concrets et d'alternance codique. Ces pratiques permettent de rapprocher les termes techniques tels que : épargne, crédit, taux d'intérêt, remboursement, dépôt, compte ou garantie des réalités socioculturelles et économiques des usagers. Le sénar et le dioula apparaissent comme de véritables langues de médiation, facilitant la compréhension des produits et services financiers et contribuant à instaurer une relation de confiance entre les institutions de microfinance et leurs clients. L'étude met en évidence que la compétence des agents constitue une compétence professionnelle à part entière. La maîtrise du français, du sénar et du dioula leur permet d'adapter leurs discours aux profils sociolinguistiques des clients et de réduire les risques de malentendus liés à l'emploi d'une terminologie bancaire fortement spécialisée. La traduction et l'interprétation des termes financiers ne relèvent pas uniquement d'un transfert lexical entre langues. Elles participent d'un processus plus large de médiation linguistique, culturelle et cognitive.

Toutefois, l'analyse révèle certaines limites, notamment l'absence d'une terminologie bancaire suffisamment standardisée dans les

langues locales et la dépendance à l'égard des compétences individuelles des agents.

En définitive, l'intégration effective des langues locales dans les stratégies de communication financière pourrait contribuer à renforcer l'accessibilité des services de microfinance, l'éducation financière et la participation économique des populations rurales du nord ivoirien. La prise en compte du sénar et du dioula dans les politiques de communication des institutions financières n'est pas un simple aménagement linguistique, mais un levier de gouvernance, d'inclusion financière et de développement local. Cette recherche ouvre ainsi des perspectives pour une étude comparative plus large des pratiques de médiation linguistique dans les institutions financières ivoiriennes et pour la construction d'une terminologie financière adaptée aux réalités sociolinguistiques des différentes régions de la Côte d'Ivoire.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Andredou Assouan Pierre, 2023. « Terminologie des TIC en Agni. Revue D.L.T. Didactique, Linguistique et Traduction », Université Felix Houphouët-Boigny, Cocody-Côte d'Ivoire, 1(1), 93-108.

Atsé N'Cho Jean-Baptiste, 2025. « Diversité Linguistique et notion de gouvernance chez les peuples de Côte d'Ivoire », Université de Bouaké, Les Cahiers du GREMS, (7), 133-150.

Bupole Emmanuel, 2023. Les institutions bancaires face aux défis des nouveaux paradigmes de la communication dans la gestion de la clientèle en R D Congo. Cas de la RAWBANK. Revue interdisciplinaire Francophone, 5(2), 209-229.

Cornelia Caseau et Kouamé Kouakou, 2015. « Proximité de langue et confiance : un modèle financier gagnant ? » Burgundy School of Business et Université Alassane Ouattara, Revue Épistémè, (14), 75-98.

Essé Kotchi Katin Habib et Gbogbou Abraham, 2025. « Rhétorique événementielle : création lexicologique à l'aune de la CAN 2023 en Côte d'Ivoire », Université Péléforo gon Coulibaly, Cahiers Africains de Rhétorique, 4(2), 61-79.

Diène Daba, 2026. « Les langues locales dans la presse écrite sénégalaise d'expression française: entre appropriation linguistique et

enjeux identitaires. République du Sénégal », Revue Le Grenier des savoirs, 3(1), en ligne, DOI 10.46711/magana.2026.3.1.7.
Gloukoviezoff Georges, 2004b. « La médiation de proximité, une réponse à l'exclusion bancaire ? », In Recherche Sociale, Paris : FORS-Recherche Sociale, (169), 62-77.
Kouamé Kouakou, 2014. « Francophonie africaine et performance des entreprises : le cas de l'usage des langues nationales dans l'accueil client dans le secteur microfinancier ivoirien, un démenti à l'exoglossie ? ». Actes du 8e colloque international du GEM, L, 26, 28 mars, Toulouse Business School. Sciences du Langage et de la Communication, 9(1), 163-192.
Kouamé Kouakou, 2015. « Le nouvel enjeu dans la communication de la microfinance : la langue de proximité comme capital de confiance », Dakar-Farnn (Sénegal), Sudlangues, (24), 42-60.
Kouamé Kouakou, 2020. « La Côte d'Ivoire et les langues d'immigration : réinventer la gestion de la diversité linguistique ». Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire. Département des Sciences du Langage et de la Communication, (14), 34-50.
Mouhamadou Diop, 2020. « Adéquation des services et produits des institutions de microfinance (IMF) aux besoins des personnes à faible revenu : l'exemple du Sénégal ». Université de Genève, Science de la Société, Thèse (144), 368. https://archive-ouverte.unige.ch//unige:138006, pdf.
Mamadou Lamine Sanogo, 2024. « Insécurité linguistique entre usagers des langues nationales et francophones au Burkina Faso ». Science et Technique, Revue burkinabè de la recherche, Revue des Lettres, Sciences Sociales et Humaines, 25(1), 53-64.
Ndiaye Cheikh Tidiane, 2019. « L'alternance codique wolof-arabe au Sénégal : approche sociolinguistique ». Thèse de doctorat, Université Rennes 2 ; Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Discipline : Langues, Littératures et Civilisations Arabes, 2019REN20049.
Nyimilongo Alain Ishamalangence, 2023. « Pour une analyse des alternances codiques dans le discours électoral congolais ». Revue interdisciplinaire Francophone, 5(2), 195-208.
Nyimilongo Alain Ishamalangence, 2022. « Du contact des langues aux stratégies langagières dans le discours électorél en République démocratique du Congo », Revue Langues et Cultures, 3(3), 9-28.

Tsambu Gisèle Thoa, 2026. « Néologie et alternance codique français-langues congolaises dans quatre romans de zamenga Batukezanga ». Revue interdisciplinaire Francophone, 8(1), 77-100.